

# L'Humanité : journal socialiste quotidien

Parti communiste français. Auteur du texte. L'Humanité : journal socialiste quotidien. 1921-05-25.

**1/** Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'œuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

**2/** Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

**3/** Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

**4/** Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

**5/** Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

**6/** L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

**7/** Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [utilisation.commerciale@bnf.fr](mailto:utilisation.commerciale@bnf.fr).

Table with 3 columns: Location (Paris, Départements, Etranger), Duration (1 an, 6 mois, 3 mois), and Price (fr. 55, fr. 30, fr. 18).

L'Humanité

JOURNAL COMMUNISTE

Fondateur : JEAN JAURÈS

ADRESSE PARIS (2<sup>e</sup>) : 142, Rue Montmartre

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : HUMANITÉ-PARIS

TÉLÉPHONE : GUTENBERG 02-60, 02-57 LOUVRE 26-74

PUBLICITÉ ANNONCES

142, Rue Montmartre, 142

Karl Marx chez Bunau-Varilla

Le 24 mai 1921 marquera une date dans l'histoire. C'est le jour où le Matin de M. Bunau-Varilla a découvert l'oligarchie capitaliste et sa mainmise sur la politique.

Mieux vaut tard que jamais. En attendant la reddition toute prochaine par la Librairie de l'Humanité du Manifeste, transcrivons, de l'article du Matin, les passages les plus authentiquement marxistes :

Une oligarchie, sans mandat populaire, par la force de l'argent, démontre que Lloyd George règne, mais ne gouverne pas. Les Mond, les Sassoon, les Rufus Isaacs, ceux que l'on appelle les représentants de la Banque internationale, dominent la vieille Angleterre, possèdent des journaux (on l'a vu) !

En un mot, tout comme chez nous, le Matin qui dit tout n'oublie pas, naturellement, nos élections « démocratiques » du 16 novembre 1919, fortement arrosées par l'or antibolchevick.

Notez bien que le Matin est plus malin que le jeune étourdi de l'Eclair, M. Georges Batault, le gendre de notre regretté George Pléchanoff, et marié avec « un quart de juive » authentique qui a ouvert un rayon antisémite chez M. Burel, prouhonien, marxiste et... briandiste.

L'argent n'a pas de patrie. Il est partout bien reçu s'il se représente en nombre suffisant...

Et le Matin écrit courageusement :

La Banque est toujours internationale parce que l'argent franchit les frontières. Quand on accuse le groupe anglo-juif d'être international, on veut dire que ses intérêts débordent dans les diverses nations. Est-il mal par des sentiments religieux ? Non. Car il a trouvé des alliés dans les banques CATHOLIQUES françaises et chez des PROTESTANTS GERMANIQUES.

Toujours bien informé des choses financières, le Matin sait — et le dit — que le sionisme lui-même, l'utopie réactionnaire du nationalisme juif, travaille pour le capitalisme. D'abord pour sauvegarder la mainmise du capital international sur le canal de Suez et, ensuite, parce que la nouvelle frontière de l'Etat sioniste comporte une chaîne de collines riche en phosphate. Réurrection nationale et phosphate ! Quel mariage d'argent, entre l'idéal et la réalité !

Et voilà le bouquet :

Ce groupe (le groupe capitaliste) NE VOIT NI LA NATION, NI LA CROYANCE, MAIS LE PROFIT. Il en est esclave. IL NE CROIT QUE DANS LE VEAU D'OR, puisque avec l'or, comme disait Christophe Colomb, on peut acquérir tous les biens de ce monde.

Certes, la main invisible qui agit la cloche d'alarme anticapitaliste se cache quai d'Orsay. C'est le résultat évident d'une brouille de famille — impérialiste. A l'opposé de nos fous du Bloc national, M. Lloyd George est un impérialiste intelligent et clairvoyant. Au fond, il est plus patriote français que M. Léon Daudet. Car il a confiance dans le génie militaire du maréchal Foch et dans la force défensive des 700.000 soldats français munis de la grosse artillerie, en face des 100.000 gardes allemands qui en sont démunis. Tandis que nos Napoléons à la manne ne voient de sécurité pour la France que dans une Allemagne démembrée et ruinée, sans fer et sans charbon, dans un Allemagne assassinée, nos vainqueurs se méfient de leur victoire et de leur propre génie. Sur ce dernier point, ils ont peut-être raison.

Mais il reste tout de même acquis qu'une brèche dans la forteresse capitaliste est ouverte par la main même du Matin. Ce n'est qu'un commencement.

Lorsque Drumont eut proposé à la Chambre de confisquer la forteresse des Rothschild, Jaurès, au nom des socialistes, accepta volontiers, à la condition que l'on ajoute « un article additionnel » pour le capital non circonscrit.

Nous acceptons, nous aussi, la thèse du Matin sur le capital anglais qu'il déclare d'ailleurs être, de sa nature, international. Et nous demandons l'extension de cette thèse au capitalisme mondial. Nous poussons même notre générosité jusqu'à renoncer aux droits d'auteur — pour Karl Marx et ses disciples.

Un proverbe dit : « Quand les voleurs se disputent, les honnêtes gens y trouvent leur compte ». Le peuple ouvrier et paysan, comprendra-t-il enfin que, sous prétexte de défense nationale, l'oligarchie capitaliste l'envoie à la mort pour le veau d'or qui, selon le Matin lui-même, « ne voit ni la nation, ni la croyance, mais le profit ? »

Si les ouvriers et les paysans ne finissent pas par comprendre cette vérité élémentaire qui s'impose même au Matin, nous aurons bientôt la dernière guerre — chimique et aérienne, la plus scientifique de toutes les guerres. Elle sera la dernière. Car, après elle, il ne restera plus personne pour pleurer l'humanité sacrifiée sur l'autel du Veau d'Or.

Charles RAPPOPORT.

Démobilisez la classe 19 !

TOUS LES RÉSERVISTES AVEC NOUS POUR LA LIBÉRATION

De la dissidence à la camelote royale. — Les manifestations continuent. — Les provocations des chefs

Notre campagne contre la mobilisation est approuvée par tout le prolétariat de ce pays et les 200.000 réservistes de la classe 19 illégalement mobilisés. Elle est réprochée par le gouvernement, les royalistes d'Action Française et les dissidents de M. Léon Blum.

On sait comment le gouvernement a répondu aux faits que nous citons depuis un mois. Il s'est abstenu de démentir, il n'en avait pas le moyen. Il nous a injuriés, par la voix du petit Barthou. C'est peu.

Les royalistes sont plus violents, et plus ridicules. Ils nous réservent chaque jour les plus envivantes ordures de leur poubelle. Notre odorat seul n'en est pas flatté.

Hier cependant, l'attaque de la feuille à l'Honorable Léon Daudet a été plus directe, et plus répugnante. Un nommé Pujo, ex-pédicure, s'est prétendu mettre les pieds dans le plat. Il les a grands. Il est même redouté de tous les savetiers travaillant sur la place de Paris, pour sa pointeure.

Un chausseur honnêtement connu sur les grands boulevards avait imaginé, un jour, de le prendre comme réclame vivante pour une marque qu'il voulait lancer. Mais Pujo avait les pieds vraiment trop grands. Le chausseur renonça. De désespoir, le nommé Pujo s'est mis à écrire. Il écrit naturellement avec ses pieds.

Elles le font souffrir. Il essaie de se venger sur nous, de nous salir, de nous menacer et réclame, en fin de compte, la hant ou le poteau d'exécution.

Quant aux dissidents, ils font dans les réunions publiques, lorsque nos amis consentent à les laisser calomnier. Au préau d'école de la rue Louis-Blanc, samedi soir, au compte rendu de mandat de MM. Marcel Sembat et Arthur Groussier (ce sont des députés — un représentant de M. Léon Blum prit la tribune pour féliciter la « campagne d'excitations » que mène depuis un mois l'Humanité, il se rencontra ainsi avec le petit Barthou et M. Briand. On ne peut imiter mieux.

MM. Paul-Boncour, Jean Longuet, Mourret, Renaudel, Blum-de-la-guerre-Auguste, applaudissent cette éloquentie diatribe. Ils acclament quand l'orateur traite votre serviteur « d'anarchiste », ce qui me réconcilie peut-être avec les camarades du Libérateur, mais achève de me faire mépriser par ma congrégation.

Tout ceci n'est pas bien sérieux sans doute. Nous sommes attaqués par les uns, insultés par les autres. Tant pis pour les uns et les autres. Nous, nous continuons.

Questions Nous avons rappelé, nous rappelons et nous rappellerons que les réservistes de la classe 19 protestent contre : La mobilisation, les mauvais traitements, les punitions, le maintien sous les drapeaux, les illégalités, les privilèges des étudiants et des fils de chefs d'Etat.

Demandons, une fois de plus : Pour quelle raison les ouvriers, techniciens, employés d'administrations publiques ou privées, ne jouissent pas du même privilège que les étudiants ? Pourquoi ceux-ci et pas ceux-là ? Pourquoi, les étudiants ayant été justement et heureusement exemptés d'un « devoir » militaire, les autres n'ont-ils pas bénéficié de la même mesure ?

Demandons : Pour quelle raison des hommes revenant de Syrie, de Cilicie, de Pologne, de Silésie, du Maroc, n'ont-ils pas été exemptés, comme le décret l'indiquait, de cette mobilisation illégale ?

Pour quelle raison des hommes, originaires des régions libérées, n'ont-ils pas été exemptés, comme le décret l'indiquait, de ce rappel arbitraire ?

Pour quelle raison des spécialistes des classes 1905 à 1918 ont-ils été rappelés et maintenus comme à Neuss-sur-le-Rhin, malgré la loi ?

La part du combattant Et recompons à tenir à jour le registre tragique des protestations. A la 1<sup>re</sup> section de C. O. A., à Lille, des gars ayant fait 15 mois de Levant et du Maroc, paludéens, couchent sur la paille pourrie, dans des cantonnements au plancher qui s'effondre, sont nourris ignoblement. Ils protestent en chantant l'Internationale. Le prisonnier.

A Duisbourg, au 5<sup>e</sup> génie, des hommes ayant fait un an de Maroc, paludéens, sont atteints de dysenterie. Au 3<sup>e</sup> R. I., à 4 kilomètres d'Arras, les hommes couchent dans des maisons sans toit ni murs. Ils gèlent, la nuit. Pour les reconforter, le capitaine Fontaine les met en prison. Ils n'y gèlent pas. Au 5<sup>e</sup> génie, à Versailles, nourriture et couchage infects. Au 8<sup>e</sup> génie, poste radio interallié, secteur 3, pour ne pas crever de faim on se nourrit à ses frais. Au 3<sup>e</sup> R. A. C., quartier Carrousel, à Fontainebleau, il est des gars revenus de Silésie, ayant eu deux frères tués à la guerre.

Au R. I. C. M., secteur 192, voici le régime : les verrous et la tondeuse. Au 3<sup>e</sup> régiment d'aviation de chasse, à Strasbourg, régime « prison » et nourriture abominable. Là encore, il est des hommes ayant fait dix-huit mois de Syrie. Au 21<sup>e</sup> R. I., secteur 201, à Leichlingen (Allemagne), on crève de faim. Au 8<sup>e</sup> R. A. L., camp de Saint-Maur, Vincennes, l'adjudant Bouvet « boucle » tous les réservistes. Aux 15<sup>e</sup> R. I. de Châlons et au 26<sup>e</sup> R. I., armée du Rhin, même état de fait.

A leur arrivée à Zeven, ils ont été accueillis par une garde de tirailleurs marocains, le fusil chargé, baïonnette au canon, qui les ont encadrés jusqu'au cantonnement. Ils couchent sur le sol. Au 12<sup>e</sup> E.T.E.H. S. C. P. A. 21, secteur 191, à Düren (Allemagne), les hommes souffrent. Ils en ont déjà l'habitude. Les hommes du 15<sup>e</sup> R. I., à Wiesbaden, ont été reçus dans les gars par la classe 21 baïonnette au canon...

Les manifestations Deux cent quatre signatures ont été basées d'une lettre, qui nous est parvenue, par l'intermédiaire d'un ami sûr. Par elle, nous apprenons le glorieux

LE DÉBAT SUR LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

M. Briand se défend d'être l'homme de la guerre à tout prix

Mais il en a préparé à pied d'œuvre tous les matériaux

Le président du Conseil a prononcé hier un laborieux discours dont nous voulons retenir une affirmation, à nos yeux, essentielle. Malgré les récents incidents franco-anglais, malgré les aigres polémiques de presse des deux côtés de la Manche, il a déclaré qu'il restait attaché avec force à l'alliance avec la Grande-Bretagne. Il a ajouté, comme corollaire, que tant qu'il resterait au pouvoir, la France ne se livrerait point, ni en Silésie ni dans la Ruhr, à aucune démonstration de force contre le gouvernement allemand dont il a reconnu la loyauté.

A-t-il ainsi voulu répondre publiquement à la délégation de personnalités inquiétantes de la « Ligue des Patriotes » qui avait écrit, le matin même, disent les agences, le sommaire d'occuper le bassin westphalien ?

A propos des événements de Haute-Silésie, Briand a annoncé que les corps francs allemands et polonais là-bas aux prises se montraient disposés à attendre désormais le règlement diplomatique des frontières contestées. Attendez les jours qui viennent pour nous fixer sur ces nouvelles optimistes. On ne nous renseigne jamais, d'ailleurs, sur l'attitude des vrais travailleurs de cette région si troublée. Que pensent les malheureux ouvriers et employés sur le dos desquels se battent les diplomates, les militaires, les filibustiers, les aventuriers et les capitalistes internationaux ? Si tout de même ils s'entendaient pour chasser les détresseurs qui se disputent leurs dépouilles, ceux qui les exploitent hier et ceux qui se jettent présentement à la curée pour les spolier demain ! Ne se produira-t-il pas chez eux un éveil du sentiment de classe et du sentiment internationaliste qui les sauvera et qui sauvera la paix menacée ?

Au débat parlementaire en cours et qui ne semble pas à la veille de se clore, il faudra une conclusion. Notre groupe communiste n'entend pas départager les factions bourgeoises qui se heurtent au Palais-Bourbon ! Il ne prend pas parti pour l'une quelconque des solutions financières ou diplomatiques également infirmes qui seront offertes par les clans rivaux. Il se fera l'interprète de notre prolétariat des champs et des villes en réclamant l'immédiate démobilitisation de la classe 19 et des 200.000 hommes qu'on a si inutilement arrachés à leur travail et à leur famille.

Marcel CACHIN.

C'était amer, mais il fallait boire tout de même : avec des précautions infinies, M. Briand filtra, dosa, versa, deux heures et demie durant, le terrible breuvage. Le contenu grimaca. La droite entra en convulsions. Docteur débonnaire, la parole simple, une main à la poche du gilet, M. Briand expliquait que ça n'était pas si mauvais que ça. Ça aurait pu l'être bien davantage. Et puis, si l'on était bien sage, qui sait ? Il ne fallait peut-être pas renoncer à tout espoir de guerre. Mais, en attendant, c'était la paix. Ah, ça, il n'y avait pas à se le dissimuler. A moins, toutefois, qu'un autre ne voulût prendre sa place : dans ce cas, rien n'était encore perdu. On pouvait s'offrir dans les quarante-huit heures une guerre européenne.

Pour ces savants diagnostics, M. Briand avait laissé au vestiaire son feutre doctoral et son parapluie à bec, mais s'était tenu, contrairement à ses habitudes, d'un impressionnant portefeuille. Ses premières paroles apaisèrent magiquement, dans l'hémicycle, le long remous des têtes... Laissez à d'autres la tâche de répondre aux chiffres alignés par M. Forgeot, le président du Conseil s'efforçait en premier lieu à résoudre le problème silésien. Travail méritoire.

La question silésienne Comment se pose ce problème ? questionne M. Briand devant la majorité en bouderie.

Comment se pose devant le gouvernement, qui a la rude responsabilité de le résoudre le problème de Haute-Silésie ?

La question avait fait, à l'origine, l'objet d'une étude de la part d'une commission spéciale. Elle avait conclu, à l'unanimité, de comprendre le territoire de Haute-Silésie dans la Pologne, cette solution fut insérée dans le traité communiqué à l'Allemagne, qui fit des observations et revendiqua ces territoires comme siens.

M. Lloyd George se rallia alors à l'idée du plébiscite : le traité fut rectifié dans ce sens.

En cette matière, déclare M. Briand, la main sur le cœur, nous voulons l'exécution fidèle et loyale du traité.

De menus applaudissements partent de ci de là. Il n'en faut pas plus pour mettre le Lacotte en colère.

Ne vous montrez pas de nous ! crie-t-il d'un organe agréable. Des huées copieuses lui répondent. Allons, voilà la Chambre allumée !

M. Briand reprend son exposé. Il nous révèle qu'à aucun moment il n'a été dans la pensée du gouvernement de donner à la Pologne des territoires allemands. Et voici le président du Conseil lancé dans de savantes considérations sur la Haute-Silésie au temps de l'homme de Cro-Magnon, des chevaliers porte-glaive et de Frédéric Barberousse.

Ethiquement, la Haute-Silésie n'est pas allemande, la commission à l'unanimité a déclaré que c'était un pays de langue polonaise. Toute les encyclopédies françaises et anglaises, les atlas allemands le reconnaissent.

Hé... là... M. Briand ! Vous voilà en plein domaine prussien. Depuis quand la « France démocratique » oppose-t-elle la conception historique de la patrie selon Gervinus et les Universités allemandes, au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, proclamé par notre Révolution ?

L'homme de Saint-Nazaire n'en est plus à regarder à une abjuration. Il sait même, à l'occasion, prendre avec la vérité la moins contestable des libertés qui tournent vite à la pommanie. C'est ainsi qu'après avoir affirmé la nécessité, pour la Pologne,

LE DÉBAT SUR LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

M. Briand se défend d'être l'homme de la guerre à tout prix

Mais il en a préparé à pied d'œuvre tous les matériaux

Le président du Conseil a prononcé hier un laborieux discours dont nous voulons retenir une affirmation, à nos yeux, essentielle. Malgré les récents incidents franco-anglais, malgré les aigres polémiques de presse des deux côtés de la Manche, il a déclaré qu'il restait attaché avec force à l'alliance avec la Grande-Bretagne. Il a ajouté, comme corollaire, que tant qu'il resterait au pouvoir, la France ne se livrerait point, ni en Silésie ni dans la Ruhr, à aucune démonstration de force contre le gouvernement allemand dont il a reconnu la loyauté.

A-t-il ainsi voulu répondre publiquement à la délégation de personnalités inquiétantes de la « Ligue des Patriotes » qui avait écrit, le matin même, disent les agences, le sommaire d'occuper le bassin westphalien ?

A propos des événements de Haute-Silésie, Briand a annoncé que les corps francs allemands et polonais là-bas aux prises se montraient disposés à attendre désormais le règlement diplomatique des frontières contestées. Attendez les jours qui viennent pour nous fixer sur ces nouvelles optimistes. On ne nous renseigne jamais, d'ailleurs, sur l'attitude des vrais travailleurs de cette région si troublée. Que pensent les malheureux ouvriers et employés sur le dos desquels se battent les diplomates, les militaires, les filibustiers, les aventuriers et les capitalistes internationaux ? Si tout de même ils s'entendaient pour chasser les détresseurs qui se disputent leurs dépouilles, ceux qui les exploitent hier et ceux qui se jettent présentement à la curée pour les spolier demain ! Ne se produira-t-il pas chez eux un éveil du sentiment de classe et du sentiment internationaliste qui les sauvera et qui sauvera la paix menacée ?

Au débat parlementaire en cours et qui ne semble pas à la veille de se clore, il faudra une conclusion. Notre groupe communiste n'entend pas départager les factions bourgeoises qui se heurtent au Palais-Bourbon ! Il ne prend pas parti pour l'une quelconque des solutions financières ou diplomatiques également infirmes qui seront offertes par les clans rivaux. Il se fera l'interprète de notre prolétariat des champs et des villes en réclamant l'immédiate démobilitisation de la classe 19 et des 200.000 hommes qu'on a si inutilement arrachés à leur travail et à leur famille.

Marcel CACHIN.

C'était amer, mais il fallait boire tout de même : avec des précautions infinies, M. Briand filtra, dosa, versa, deux heures et demie durant, le terrible breuvage. Le contenu grimaca. La droite entra en convulsions. Docteur débonnaire, la parole simple, une main à la poche du gilet, M. Briand expliquait que ça n'était pas si mauvais que ça. Ça aurait pu l'être bien davantage. Et puis, si l'on était bien sage, qui sait ? Il ne fallait peut-être pas renoncer à tout espoir de guerre. Mais, en attendant, c'était la paix. Ah, ça, il n'y avait pas à se le dissimuler. A moins, toutefois, qu'un autre ne voulût prendre sa place : dans ce cas, rien n'était encore perdu. On pouvait s'offrir dans les quarante-huit heures une guerre européenne.

Pour ces savants diagnostics, M. Briand avait laissé au vestiaire son feutre doctoral et son parapluie à bec, mais s'était tenu, contrairement à ses habitudes, d'un impressionnant portefeuille. Ses premières paroles apaisèrent magiquement, dans l'hémicycle, le long remous des têtes... Laissez à d'autres la tâche de répondre aux chiffres alignés par M. Forgeot, le président du Conseil s'efforçait en premier lieu à résoudre le problème silésien. Travail méritoire.

La question silésienne Comment se pose ce problème ? questionne M. Briand devant la majorité en bouderie.

Comment se pose devant le gouvernement, qui a la rude responsabilité de le résoudre le problème de Haute-Silésie ?

La question avait fait, à l'origine, l'objet d'une étude de la part d'une commission spéciale. Elle avait conclu, à l'unanimité, de comprendre le territoire de Haute-Silésie dans la Pologne, cette solution fut insérée dans le traité communiqué à l'Allemagne, qui fit des observations et revendiqua ces territoires comme siens.

M. Lloyd George se rallia alors à l'idée du plébiscite : le traité fut rectifié dans ce sens.

En cette matière, déclare M. Briand, la main sur le cœur, nous voulons l'exécution fidèle et loyale du traité.

De menus applaudissements partent de ci de là. Il n'en faut pas plus pour mettre le Lacotte en colère.

Ne vous montrez pas de nous ! crie-t-il d'un organe agréable. Des huées copieuses lui répondent. Allons, voilà la Chambre allumée !

M. Briand reprend son exposé. Il nous révèle qu'à aucun moment il n'a été dans la pensée du gouvernement de donner à la Pologne des territoires allemands. Et voici le président du Conseil lancé dans de savantes considérations sur la Haute-Silésie au temps de l'homme de Cro-Magnon, des chevaliers porte-glaive et de Frédéric Barberousse.

Ethiquement, la Haute-Silésie n'est pas allemande, la commission à l'unanimité a déclaré que c'était un pays de langue polonaise. Toute les encyclopédies françaises et anglaises, les atlas allemands le reconnaissent.

Hé... là... M. Briand ! Vous voilà en plein domaine prussien. Depuis quand la « France démocratique » oppose-t-elle la conception historique de la patrie selon Gervinus et les Universités allemandes, au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, proclamé par notre Révolution ?

L'homme de Saint-Nazaire n'en est plus à regarder à une abjuration. Il sait même, à l'occasion, prendre avec la vérité la moins contestable des libertés qui tournent vite à la pommanie. C'est ainsi qu'après avoir affirmé la nécessité, pour la Pologne,

L'Anniversaire de la Semaine sanglante

Il est rappelé que la manifestation du Père-Lachaise, à l'occasion de l'Anniversaire de la Semaine sanglante, organisée par la Fédération Communiste de la Seine, aura lieu le dimanche 29 mai, à 14 heures.

Il convient, en raison des circonstances, qu'elle ait une ampleur et une signification exceptionnelles.

La Commission exécutive compte sur le zèle et sur l'empressement des Sections pour lui faciliter la tâche.

Il est urgent que les secrétaires des sections de Paris et de la Banlieue, qui ne l'auraient fait déjà, prennent les dispositions suivantes :

1. Réunir extraordinairement leur section afin qu'elle désigne les hommes de confiance qui assureront le service d'ordre, au cours de la Manifestation. (Ces camarades sont conviés à se réunir après-demain, vendredi 27 mai, de 18 à 19 heures, au siège de la Fédération, 49, rue de Bretagne, où leur sera remise la carte qui les accreditte).

2. Aviser à toutes les mesures utiles pour la convocation individuelle des membres des Sections pour la Manifestation du dimanche 29 mai.

Le secrétaire fédéral : Georges PROCH.

L'INTERNATIONALE DES « MOUCHES »

Zalewski arrêté en Tchéco-Slovaquie

Notre camarade Zalewski vient, une fois encore, d'être arrêté. La police suisse l'avait reconduit à la frontière. Celle de Tchéco-Slovaquie l'a mis en état d'arrestation à Taus, sous le prétexte que notre camarade aurait été chargé de diriger la propagande communiste dans les Etats de l'Europe centrale.

Cette arrestation arbitraire prouve l'étroite entente des polices à la solde du capitalisme. La grande saignée mondiale a détruit l'internationalisme des peuples, mais fortifié singulièrement celui des polices contre-révolutionnaires.

La peur du communisme est si grande dans les sphères gouvernementales d'Europe, que l'on multiplie partout les tracasseries et les persécutions contre nos militants. En arrêtant notre ami Zalewski, la Tchéco-Slovaquie a prouvé qu'elle est aussi réactionnaire que la France victorieuse et la Suisse démocratique. Elle a montré du même coup sa servilité envers les impérialistes de chez nous.

Ceux qui se flattent, par ces mesures vexatoires, d'arrêter la révolution en marche, manquent de toute clairvoyance. Le peuple saura bien le leur prouver un jour.

LE GROUPE COMMUNISTE AU PARLEMENT

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION DE L'HUMANITÉ

Réunion, aujourd'hui, à 14 h. 30, au 4<sup>e</sup> bureau.

Réunion ce matin à 10 h. 30. L'Administrateur-délégué.

DIALOGUE DES MORTS



par LUCIEN LAFORGE

— En 1789, nous étions sans-culottes. — En 1921, ils sont sans... rien !



AOH ! ON SAIT NAGER ! par DUKERCY.

En attendant, la situation n'est pas très brillante : Des cotés allemand et polonais, les rétes se sont échauffées. Les pangermanistes se tournaient vers cette occasion pour l'exploiter. Les paroles de M. Lloyd George, mal interprétées, mal transmises (Très bien ! Très bien !) ont laissé croire aux pangermanistes qu'il y avait là une invitation à faire eux-mêmes leur police et déjà des dispositions étaient prises pour l'entrée de la reichswehr en Pologne. Immédiatement, j'ai fait connaître publiquement à l'Allemagne qu'il s'en suivrait pour elle des conséquences graves.

Désolation ! Le gouvernement allemand et sa presse « ont compris ». A tel point que ce matin, en réponse aux déclarations catégoriques du Président du Conseil, des mesures ont été prises qui ne laissent plus espérer le moindre prétexte de guerre :

M. Briand. — Ce matin, le gouvernement allemand a fait connaître qu'il fermait la frontière, déclarait l'état de siège, désarmait les bandes, et poursuivait pénalmente ceux qui s'y étaient engagés.

Des paroles, dira-t-on ? Non, le docteur Wirth, depuis qu'il est à la tête du gouvernement allemand, a fait jusqu'à présent montre d'une grande franchise et d'une grande loyauté. Il a pris ses engagements et a tenu tout de suite à les mettre à exécution. (Très bien ! Très bien !)

La France, elle, a la force, ce qui lui permet la confiance.

Pour la première fois, de vifs applaudissements se déclanchent. La majorité de la Chambre approuve le Président du Conseil. Mais cette majorité a fortement glissé à gauche : républicains « de gauche », radicaux et dissidents en constituent les principaux effectifs.

Parallèlement encouragé, M. Briand continue :

M. Briand. — Il est admissible que dans une assemblée parlementaire on ait une autre politique, mais alors qu'on l'affirme nettement. Car ce pays ne peut avoir dans sa politique aucune arrière-pensée. (Applaudissements.)

L'autre politique, je dirai pourquoi je n'y ai pas recouru, et pourquoi je ne l'appliquerais qu'à la dernière extrémité. (Applaudissements.)

— C'est une conception un peu différente de celle de « la main au collet » ! remarque sentencieusement M. Le Provost de Launay.

— C'est de la farce ! expose le gros Daudet.

Des banes dissidents et radicaux monte une tempête de huées. Et comme un avorton inconnu, sur les bancs du centre, clame sa volonté pacifique, M. Vallat, à droite, questionne avec candeur :

— Qui donc voudrait la guerre ici ?

— Vous ! vous ! clame à l'extrême gauche un chœur puissant.

— « Ne prononcez pas de paroles méchantes », demande le bon M. Péret, qui n'avait jamais été si conciliant. Hé ! M. Péret a une bonne place.

Vainement notre Aristide, pour déridier la droite, entonne un couplet médiocre sur la classe 19 :

M. Briand. — Certains ne pensent à eux que pour polémique ou pour les détourner de leurs devoirs !

On applaudit. Mais ce n'est pas de l'enthousiasme.

Accord avec les Alliés

M. Briand aura plus de chance en exposant à la suite de quelles vicissitudes la France a dû se résigner à la paix :

M. Tardieu prétend que le gouvernement n'a rien rapporté de Londres.

M. Briand. — Après l'occupation de Duisburg.

Demain :

Les Hommes accusent

par Andréas LATZKO

(Traduit par MAGDELEINE-MARX)

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

bourg et de Dusseldorf, l'Allemagne a persisté dans ses refus de désarmement et de paiement. J'ai alors dit : il est impossible que ces choses se passent, nous mettrons la main au collet de l'Allemagne.

M. Briand est alors allé à Londres. Quel a été le point de vue du gouvernement britannique ?

M. Briand. — J'ai exposé l'engagement que j'avais pris vis-à-vis des Chambres et j'ai ajouté : le compte sur nos alliés ne s'inscrit pas dans l'entreprise. Mais le point de vue de l'Angleterre et le nôtre étaient si éloignés qu'on a pu craindre un moment une séparation.

Survient alors la médiation belge : M. Briand. — Je pouvais me dire à ce moment : je lance l'appel de mobilisation de la classe 1917 pour occuper la Ruhr et je suis reçu triomphalement et revenant en France. Ce n'était pas difficile, mais c'est un genre de propagande que je n'ai jamais recherché ! (Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche).

— Vous vous laissez dire ça ! s'exclame le Lacotte, redevenu furieux, l'index tendu vers les Aragouins. Parmi eux, au premier rang, M. Le Prox de Launay s'est dressé. Les mains aux poignets, le gilet, il exige des explications immédiates.

— Les mains ! Les mains ! lui cria-t-on. Ce gentilhomme de race fourre ses mains dans ses poches. Et bien qu'on s'obstine, à gauche, à prolonger cette inutile leçon, il demande au milieu du tumulte, « ce qui s'est passé et ce que nous avons gagné » à Londres.

M. Briand. — Que s'est-il passé ? Si, à la fin du débat, la Chambre se détermine pour une autre politique que celle du gouvernement, encore faut-il que ce soit en toute connaissance de cause et des conséquences.

On a compris. Et M. Nobilemar, noblement irrité, s'écrie bien fort — ah oui ! bien fort : M. Nobilemar. — Il n'y a pas ici de question ministérielle. La question est bien plus haute.

M. Briand. — En effet, le débat est trop grave pour être ramené à de telles préoccupations, mais la Chambre a à choisir entre deux politiques. Les deux politiques sont possibles : la seconde même, le gouvernement l'a rendue facile, tout est à pied d'égalité. La Ruhr est toujours là (rires) et 200.000 hommes sont groupés pour l'occuper.

Un ordre à donner, d'ici, dit M. Briand en frappant la table de la tribune, et Essen est occupée dans trois heures. Devis-je refuser la transaction belge, et isoler notre pays pour une action immédiate ?

Acceptation du rôle de vaincu, par l'Allemagne, la reconnaissance de sa dette, n'est-ce pas quelque chose que d'avoir obtenu cela en faisant montre de notre force sans avoir eu l'empireur ?

On applaudit avec rage, sur les bancs radicaux et socialistes. Une humide querelle sur une question d'heures et de minutes met aux prises le président du Conseil et M. Tardieu. M. Tardieu nous y révèle que le délégué français à la Commission des réparations, M. Louis Dubois, épouvanté par M. Loucheur à la suite d'une entrevue, s'écriait en levant un ciel une paire de petits bras : « Mais cet homme, c'est le diable ! C'est le diable ! »

Ce grave débat tourne à la rigolade. Mais on plante bientôt là Dubois, Tardieu et Diable — un diable que M. Doumer m'a tout l'air de tirer... par les cheveux — pour revenir aux choses sérieuses, M. Briand va conclure.

M. Briand. — Dans la crise actuelle du monde aucun peuple ne peut vivre isolé. Moi qui suis à la passerelle, je ne laisserai pas le navire aller sur le rocher. Je ne ferai pas que la France se trouve comme en 1815 ou 1871. Je ne veux pas oublier qu'en 1914, les Anglais sont venus, les Américains aussi et d'autres encore ; nous n'avons pas le droit de l'oublier.

Et, au milieu des applaudissements et des rires, M. Briand ajoute : Cette politique, je la revendique. Elle n'exclut pas la fermeté, mais il y a des fermetés qui ont l'apparence de la faiblesse et il y en a d'autres qui plastroment et qui roment, mais qui dissimulent leur faiblesse.

La thèse de M. Forquet est différente : nous avons la force, dit-il, usons-en. Les matériaux sont prêts pour cette politique. Le gouvernement parti, demain on peut l'appliquer.

Mais l'heure est passée ! s'écrie avec empressement M. de Magallon. M. Briand. — Non, elle n'est pas passée. La Chambre peut se saisir du problème et prendre ses responsabilités.

Quant à moi, je ne lui ai rien caché des intentions du gouvernement. Un pays qui sait aller dans le monde comme un pays qui sait aller dans la faiblesse et la dégradation et à la mesure, c'est la plus belle des politiques. C'est pour cela que, tant que je tiendrai le pouvoir, je n'y renoncerais pas.

La gauche et une partie de l'extrême-gauche et du centre éclatent en longs braves landis que, lentement, M. Briand réagisse sa place. La majorité de la Chambre, visiblement, est avec lui. Mais c'est une majorité de « gauche ».

Qu'advient-il au vote ?

# AU SÉNAT Tribune

## Le projet d'aménagement du Rhône

Le Sénat a commencé hier la discussion d'un grand projet que la Chambre a adopté il y a deux ans, le projet d'utilisation des eaux du Rhône au triple point de vue des forces motrices, de la navigation et des irrigations agricoles. La guerre infernale a laissé en suspens cette œuvre de progrès dont la mise en train n'aurait autrefois coûté qu'un milliard, un dérisoire milliard, une infime partie des milliards de millions que les les œuvres de haine et de sang ont dévorés.

M. Gourju fait l'historique du projet dont il narque à grands traits l'importance. Il s'agit de créer sur le cours du Rhône, dit M. Perchot, rapporteur spécial, une série d'ouvrages hydrauliques qui donneront une force de 600.000 chevaux ; en outre cet aménagement créera une voie d'eau de plus de 600 kilomètres de long. Enfin 200.000 hectares de terre seraient rendus à la culture par des irrigations.

Le gouvernement estimait que 2 milliards et demi suffiraient pour réaliser cet immense projet ; nous avons jugé ces prévisions inadmissibles.

Même lorsque nos usines du Nord seront rééquipées, il nous manquera annuellement 50 millions de tonnes de charbon. En admettant que nous les trouvions à l'étranger, il serait cependant indispensable, pour notre sécurité, de nous assurer de cette situation.

L'aménagement de nos forces hydrauliques peut nous procurer une économie de 42 millions de tonnes de charbon.

Le rapporteur estime que la réalisation du projet coûtera trois milliards, le triple de ce qu'elle aurait coûté avant la guerre. Il en évalue ensuite les charges annuelles d'exploitation et les recettes probables. Il propose d'adopter le texte de la Chambre sans modification.

Un exposé de M. Milan, rapporteur de la commission des finances, clôt la discussion générale. Le débat continuera aujourd'hui.

On discutera demain le budget des dépenses reconstruibles. Il est probable que ce débat amènera l'intervention du président du conseil — A. M.

## AU NOM DU PÈRE... M. Jonnart est parti à Rome

M. Jonnart, ambassadeur « extraordinaire » au Vatican, a quitté Paris hier matin à 11 h. 40.

Sur le quel se trouvait M. Robert David, ancien sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, et quelques amis personnels du nouvel ambassadeur.

Sous quelques jours, les nouveaux secrétaires d'ambassade arriveront à Rome. Ce sont MM. Cambon et Chastenet, fils de l'ambassadeur et du sénateur. Heureux fils, que de bons pères envoient chez le Saint-Père.

M. Jonnart ne sera reçu au Vatican que samedi prochain — le Saint-Père étant présentement très occupé par les cérémonies de la Fête-Dieu. Coïncidence curieuse, en même temps que M. Jonnart, le général réactionnaire et clérical Bailloud se rend également à Rome.

Que la bénédiction du pape soit légère à ces Excellences !

## LA LOI D'AMNISTIE

29 AVRIL - 1<sup>er</sup> MAI 1921 mise à la portée de tous par Pierre GABRIEL. Avocat à la Cour d'Appel Rédacteur à l'Humanité. Une brochure 1 25. Franco 1 80. En vente à la librairie de l'Humanité, 142, rue Montmartre, Paris.

TOUS LES APRES-MIDI Lisez « L'INTERNATIONALE »

# Le Congrès des Mineurs

## A L'INFAMIE ! LA DEUXIÈME JOURNÉE

Metz, 24 mai. — (Par dépêche de notre envoyé spécial). — La seconde journée du Congrès de la Fédération du sous-sol est présidée par Duranton (Loire).

Après qu'on a procédé à l'appel des syndiqués, le Congrès entend le rapporteur de la commission chargée d'étudier les rapports moral et financier. Haverne est mis dans l'obligation de lire le rapport qu'on lui a imposé.

Après explications sur la question des brochures, le rapport financier est adopté. En ce qui concerne le rapport moral, la commission n'a pu se mettre d'accord.

Haverne donne lecture d'un factum faisant l'éloge du parti dissident (S.F.I.O.) et qui, tout en affirmant être partisan de la liberté d'opinion, permet d'exclure les syndicalistes révolutionnaires qui, effectivement — ou révolutionnaire — adhèrent à une autre Internationale que celle d'Amsterdam.

C'est le grand débat sur les exclusions qui est ainsi ouvert. Truel (Carmaux) demande que la longue résolution qui vient d'être lue par Haverne soit dactylographiée et distribuée aux congressistes, qui ne peuvent pas se prononcer après une simple lecture.

Après avoir accepté cette proposition, Bartuel donne lecture de la motion d'orientation du bureau, basée sur la lutte de classe et la révolution selon les possibilités du moment. En fin de compte, avec des mots révolutionnaires, qui est nettement réformiste, et charge à fond contre le Parti communiste.

Barday (Bézénec) apporte les premières critiques contre le bureau fédéral, au sujet des grèves des mineurs qui ont eu lieu depuis le Congrès de Saint-Etienne. Bartuel et Giraud (Allier) expliquent que la grève de novembre, décidée par le Conseil national, était impossible.

Duranton, avant que la motion ait été distribuée, demande qu'on vote sur le rapport moral. Rullière, Léon Dars, d'autres encore prétendent qu'on discute avant de voter ce dernier. Ils reprochent à Bartuel d'occuper l'organe corporatif par des critiques contre la Révolution russe.

Haverne et Bartuel répondent ensuite aux critiques faites par plusieurs délégués sur les articles contre-révolutionnaires du journal fédéral.

Haverne, qui prétend vouloir dénoncer toujours la vérité, affirme que les syndicats russes n'ont pas le droit d'exister, puisque le capitalisme est aboli en Russie. Bartuel affirme qu'en attaquant les bolchevistes, il n'a fait qu'user du droit de liberté de pensée. Kuhn (Alsace) s'élève contre la subvention votée par Bartuel au Comité National, pour le journal Le Peuple, qui fait un déficit de cinquante mille francs par mois au minimum, pour attaquer les révolutionnaires russes et français.

Dumoulin, venu à la rescousse du Bureau fédéral, demande la parole pour dire qu'il voulait simplement savoir s'il pourrait parler.

On va voter, non pas sur la résolution présentée par le rapporteur, mais seulement sur la gestion passée, donc pas sur la situation présente et l'orientation syndicale.

Le rapport moral est adopté par 201 voix contre 48. Le Congrès renvoie ensuite la question de la nationalisation à une réunion privée. Il adopte le rapport du bureau pour l'obtention de vacances payées.

Pas de discussion non plus pour adopter le projet Durafour-Basly, comportant des sanctions pénales contre la violation de la journée de huit heures. — Guy TOURETTE.

## LES SUITES D'UNE GIFLE ?

À l'école primaire supérieure de la rue de Condé, à Lyon, le 12 janvier, les élèves « chahutaient » leur professeur de cours d'allemand, un Alsacien, M. Simler. Un gamin lui lança une balle à la tête.

Le professeur la ramassa. Mais il avait qu'il la tenait dans sa main fermée, un autre gamin lui porta un coup violent pour lui faire lâcher prise. Outre, le professeur envoya une gifle à l'élève et le fit sortir de la salle.

Le gosse se plaignit, le soir, de douleurs de tête et, trois jours après, une otite suppurée aiguë avec méningite consécutive, se déclarait, et le malade décédait le 25 janvier.

Les suites malheureuses de cet accident furent naturellement exploitées par une certaine presse, pour la seule raison suffisante que le directeur de l'école est notre ami Curmion, ancien adjoint au maire de Lyon. C'était sa faute, bien sûr !

# FAITS-DIVERS

## A PARIS

BIER MALIN. Au cours d'une crise de neurasthénie, Gabriel Guillot, quarante-cinq ans, s'est jeté par la fenêtre, 53, rue du Faubourg-Montmartre et s'est tué sur le coup.

ACCIDENT MORTEL. Hier matin, au cours d'une crise de neurasthénie, Roger Blusson, 42 ans, demeurant 15, rue de la Cité, est tombé sur la chaussée. Heurté par un autobus, il a été tué sur le coup.

EN BANLIEUE. FEMME CRIMINELLE. Le jeune Paul Lacharme, âgé de dix-huit ans, est assailli hier par un jeune homme nommé le Maréchal, qui le frappe de plusieurs coups de couteau. La meurtrière est au Dépôt la victime à Beaujon.

DANS LES DÉPARTEMENTS. FEMME DE CHAMBRE ARRÊTÉE. On a arrêté à Bolognolles-sur-Meuse la femme de chambre Marie Bouchard, qui, il y a quelques jours, avait disparu apportant 25.000 francs de bijoux à M. Lémery, ancien sous-secrétaire d'Etat. Elle se disposait à partir pour l'Angleterre.

SPECULATION ILLICITE. A Saint-Etienne, le directeur d'un magasin d'habillement est condamné à 50 francs d'amende, à l'insertion à l'encre rouge du jugement pour spéculation illicite.

ENRAGE. Au cours d'une discussion, à Saint-Servan, M. Huité tenta de frapper son frère Roger. Celui-ci pour se dégager, tira deux coups de revolver qui atteignent son frère au ventre. Etat grave. Roger Huité s'est constitué prisonnier.

LE CONGRÈS INTERNATIONAL DES ÉCOLES DE COMMERCE. Il se tiendra à Lyon vendredi, samedi et dimanche prochains. Il réunira des anciens élèves d'écoles de France, d'Italie, de Hollande et de Suisse.

JEUNESSE PROTEGE. Le tribunal correctionnel de Bergerac vient d'enlever huit ans, un jeune gamin de treize ans, qui, après avoir commis des vols avait pris les maquis et s'était livré à de nombreux méfaits malgré tous les recherches faites pour l'arrêter.

INONDATIONS DANS L'ISÈRE. Graves dégâts à Saint-Grégoire-en-Valdaine à la suite d'un violent orage. Les fondations de plusieurs maisons ont été mises à nu.

PÈRE DÉNATURE. La cour d'assises de l'Ariège vient de condamner à deux ans de prison et à la déchéance paternelle le nommé Dominique Rouse pour attentats à la pudeur sur la personne de sa fille, âgée de dix-sept ans, devenue enceinte de ses œuvres.

M. ALBERT THOMAS SE PROMÈNE. M. Albert Thomas, président de la Commission internationale du Travail de la Société des Nations vient d'arriver à Vichy.

ON TUE À BREST. Le sous-officier de marine Nicolas Morvan abat d'un coup de revolver, sur le grand pont, le matelot Lecomte de Rotten, qui venait d'être démolé le jour même. Mort instantanée.

## A L'INSTRUCTION

L'AFFAIRE JEAN GALMOT. M. Jacob, chef du portefeuille de la Société centrale des Banques de France, est allé fournir hier à M. Genty, juge d'instruction, des renseignements sur les dossiers de ladite société concernant les diverses ouvertures de crédit consenties à M. Jean Galmot.

M. Jacob a été mis au courant par le magistrat des explications fournies à ce sujet par M. Galmot et les a contredites.

## TERRIBLE DÉRAILLEMENT

9 morts -- 11 blessés. Avant-hier soir, vers 6 heures, un tramway de la Bigorre, composé d'une voiture de voyageurs, d'une remorque et d'un tracteur a déraillé dans la pente située entre les cascades d'Artigues et le hameau de Gripp.

Il était bondé de voyageurs de Bagnères-de-Bigorre qui revenaient d'excursion à Artigues. Dans la descente, la vitesse du convoi s'étant accélérée, le tracteur et les voitures sortirent des rails et vinrent s'écraser sur un mur qui bordait la voie.

Il y a neuf morts. 11 voyageurs sont blessés plus ou moins gravement et ont été transportés d'abord dans une grange voisine, puis à l'hôpital de Bagnères-de-Bigorre.

# LA VIE INTELLECTUELLE

## Le fou aux Cochons (CONTE ROUMAIN)

Il obéit. Il y alla tous les matins et se sentit plus tranquille. Puis, une nuit, il vit sainte Vineri en rêve qui lui dit : « Vends ton commerce et la paix reviendra à ton âme. »

Le lendemain, Vasile raconta son rêve à la vieille femme. Elle n'osa pas lui conseiller d'obéir à la sainte. Elle lui dit : — Il faut continuer à aller à l'église. Sainte Vineri te guérira sûrement.

Ce qu'il fit. Et Mocanu ne vendit pas son commerce. Il dormait bien maintenant, ne sortait plus la nuit et mangeait mieux. Il pensa qu'il n'avait plus besoin de l'aide de la sainte et cessa d'aller à l'église. Il riait parfois en pensant à son rêve. Il gagnait beaucoup d'argent et les troupeaux de cochons, venaient, s'en allaient, se succédaient et augmentaient sa fortune.

Mais un matin, lorsqu'il voulut sortir Mocanu se trouva mal et tomba. La vieille accourut, le mit au lit et lui fit des boissons d'herbes. Lui, se plaignait de tourments de tête, de maux de cœur et de toutes sortes de bêtes qui lui dansaient devant les yeux. C'était la fièvre.

# CONTES ET RECITS

## Le fou aux Cochons (CONTE ROUMAIN)

se retournait dans son lit tout en sueur, entouré de la vieille, d'une autre femme appelée à son secours et d'un de ses hommes. Hanté par des visions, rongé par la fièvre, il criait toutes sortes de noms de vendeurs et d'acheteurs, cependant qu'une phrase lui revenait et qu'il répétait avec un geste qui faisait comme pour éloigner quelque chose qu'il avait devant les yeux : — Chassez-les... Chassez-les...

L'homme opina pour un docteur, mais les vieilles femmes s'y opposèrent : on le tuerait. Elles savaient mieux le guérir. Et tandis que l'une s'en allait allumer une chandelle à la sainte icône et prier la sainte Vierge pour qu'elle sauvât le petit, l'autre lui donnait à boire des compositions d'herbes qui le calmaient et le faisaient dormir.

Et Mocanu, qui avait une constitution robuste, se remit. Mais lorsqu'il fut debout, il décida de se défaire de son commerce, car sainte Vineri le lui avait dit et il était sûr que c'était sa vengeance, de ce qu'il ne lui avait pas obéi.

Sees pores furent vendus. La grange se vida sans même qu'il les revît, car il n'osa pas y rentrer depuis sa maladie. Et la cour immense entra dans un silence mortel. Ce fut comme si un souffle de mort y avait passé. La nuit, on n'entendait plus que le vent qui pleurait dans les arbres.

# LA VIE INTELLECTUELLE

## Le fou aux Cochons (CONTE ROUMAIN)

Il obéit. Il y alla tous les matins et se sentit plus tranquille. Puis, une nuit, il vit sainte Vineri en rêve qui lui dit : « Vends ton commerce et la paix reviendra à ton âme. »

Le lendemain, Vasile raconta son rêve à la vieille femme. Elle n'osa pas lui conseiller d'obéir à la sainte. Elle lui dit : — Il faut continuer à aller à l'église. Sainte Vineri te guérira sûrement.

Ce qu'il fit. Et Mocanu ne vendit pas son commerce. Il dormait bien maintenant, ne sortait plus la nuit et mangeait mieux. Il pensa qu'il n'avait plus besoin de l'aide de la sainte et cessa d'aller à l'église. Il riait parfois en pensant à son rêve. Il gagnait beaucoup d'argent et les troupeaux de cochons, venaient, s'en allaient, se succédaient et augmentaient sa fortune.

Mais un matin, lorsqu'il voulut sortir Mocanu se trouva mal et tomba. La vieille accourut, le mit au lit et lui fit des boissons d'herbes. Lui, se plaignait de tourments de tête, de maux de cœur et de toutes sortes de bêtes qui lui dansaient devant les yeux. C'était la fièvre.

NOUVELLES INTERNATIONALES • DERNIERE HEURE

QUI A-T-ON TROMPE ?

Tout s'apaise en Haute-Silésie

La réponse de l'Allemagne

Nous avions quelque raison de mettre en doute l'exactitude des nouvelles qui avaient été lancées lundi, au sujet de la Haute-Silésie, soit de source insurrectionnelle polonaise, soit de source interalliée.

Un autre note annonce que toutes les mesures de police pour la fermeture de la frontière de Haute-Silésie ont été réalisées, et que la frontière est fermée.

L'INTERVENTION ANGLAISE

Londres, 24 mai. — En ce qui touche les nouvelles émanant de Paris et selon lesquelles le gouvernement britannique ne serait pas associé au gouvernement français dans les diverses représentations que ce dernier a faites au gouvernement allemand au sujet de son attitude à l'égard de l'insurrection silésienne, l'Agence Reuters apprend que les ministres britanniques, dès le début, employé tous les moyens en son pouvoir pour faire ressortir au gouvernement allemand les conséquences très graves qui résulteraient de l'insurrection de bandes allemandes dans la région touchée.

Des représentations ont été faites par l'intermédiaire de lord d'Abernon, de la Commission de contrôle, et, hier soir, au cours de son entretien avec l'ambassadeur d'Allemagne à Londres, lord Curzon n'a pas manqué de profiter de cette occasion pour bien souligner à celui-ci l'importance qu'il y avait à empêcher le recrutement de volontaires et l'importance qu'il y avait à surveiller strictement la frontière de la région plébiscitaire et à lever l'embargo économique, et, en général, à prendre toutes les mesures possibles dans le but d'empêcher l'extension de la lutte en Haute-Silésie.

Nouvelle démarche française à Londres

Londres, 24 mai. — L'ambassadeur de France a rendu visite à lord Curzon, cet après-midi, à 15 heures, afin de commenter une note envoyée hier soir par l'ambassade et reçue ce matin au Foreign Office.

Cette note est rédigée dans le même sens que celle déjà remise le samedi 21 mai par le gouvernement français. L'ambassadeur a insisté à nouveau sur la nécessité qu'il y a à ce que lord d'Abernon appuie M. Laurent afin d'obtenir du gouvernement allemand la fermeture réelle de la frontière, le ravitaillement et l'envoi de fonds par la Reichsbank. — (Havas.)

Allemands et Polonais

Berlin, 24 mai. — La Gazette de Voss donne les renseignements suivants sur la situation en Haute-Silésie. Le district de Kreisbau est entièrement aux mains des Allemands. Le calme règne. Les gardes de protection locale cantonnées dans ce district seraient admises par la commission interalliée, et portent le brassard jaune comme signe de reconnaissance.

Les insurgés polonais disposeraient d'un grand nombre de mitrailleuses, armes et munitions. Au cours de l'attaque contre Annaberg, 5 canons et 20 mitrailleuses ont été enlevés.

On aurait constaté hier sur le front de Kreisbau, la présence de soldats d'infanterie polonaise de Kreisstockau. — (Havas.)

La barrière douanière ?

Cologne, 24 mai. — Des bruits relatifs à la suppression de la barrière douanière sont en circulation.

Le Rheinische Rundschau, dans une dépêche datée d'Emm, déclare que les sanctions économiques seront supprimées dès que les 150 millions de marks or auront été versés à l'Entente.

Néanmoins, on croit, écrit la Gazette de Frankfurt, que la France ne veut pas supprimer entièrement la barrière douanière afin de pouvoir appliquer à nouveau et immédiatement au premier manquement de l'Allemagne à ses engagements.

D'autre part, la Gazette du Rhin et de Westphalie dit savoir, d'après des renseignements de source anglaise, que la barrière douanière serait abolie au plus tard le 6 juin. L'évacuation des ports charbonniers de Dusseldorf, Duisbourg et Ruhrort aurait lieu avant cette date. — (Radio.)

Declarations de M. Stresemann Berlin, 24 mai. — M. Stresemann, parlant à Fribourg-et-Brigau, au congrès populiste, a déclaré, d'après la Gazette de Voss, que toutes les forces de l'Allemagne

devaient être mises à contribution pour remplir les conditions de l'ultimatum. Parlant de l'élargissement de la base gouvernementale, il a déclaré que le parti populiste n'était pas prêt à entrer dans le cabinet Wirth vu sa composition actuelle. Le parti populiste pose comme condition à une coopération active au gouvernement, un remaniement complet du cabinet d'Empire et du cabinet prussien. — (Havas.)

Le point de vue tchéquo

Berlin, 24 mai. — On télégraphie de Prague à La Gazette de Voss :

Samedi soir, le Dr Benes, ministre des affaires étrangères, partira pour Londres, d'où il se rendra à Paris. Il a pour mission d'expliquer aux gouvernements de Slovaquie sur la question de la Haute-Silésie et le grave danger qui menace ce pays étant donné le chaos qui y règne.

Grève en Basse-Silésie

Cologne, 24 mai. — Une grève de mineurs vient d'éclater dans le territoire industriel de Waldenberg en Basse-Silésie.

Les mines de Niederhornsdorf, Gluckhelfgrub et de Gottsberg ont suivi le mouvement.

L'approvisionnement de la ville de Breslau en charbon est interrompu de même que celui de toutes les provinces de Basse-Silésie.

Le premier président de la Basse-Silésie, Zimmer, a offert son arbitrage pour engager des pourparlers entre patrons et ouvriers. — (Havas.)

EN ROUMANIE

Une seconde Hongrie

Depuis l'arrestation de tout le Congrès qui avait voté une formule à majorité l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale de Moscou, un véritable système de terreur blanche sévit dans ce malheureux pays, qui a triple sa population depuis le stupide Traité de Versailles. On emprisonne, on torture, on tue au hasard.

La férocité gouvernementale ne connaît pas de limite. Tout un Parti est mis hors la loi. La Roumanie qui prétend être un pays civilisé et qui, avec la complicité humanitaire de Wilson, s'était approprié des millions d'Homages, de Russes, de juifs, etc., etc., est un pays de sauvages. Pas de liberté ! Pas de respect pour la dignité humaine. Le tel qui valait avant la guerre un franc ne vaut que 20 centimes. La misère est immense. Le pays est livré aux voleurs et aux assassins. Et pour étouffer toute protestation honnête, on persécute la classe ouvrière et le Parti socialiste. Tous les honnêtes gens protestent de toutes leurs forces contre ce retour à la barbarie roumaine. — Ch. R.

Le nouveau cabinet Portugais

Lisbonne, 24 mai. — Le ministère est ainsi constitué : Présidence du conseil et finances : M. Barros Queiroz ; Guerre : le général Silveira ; Affaires étrangères : M. Melo Barreto. Tous les ministres sont libéraux, à l'exception du ministre des affaires étrangères. M. Queiroz assure l'intérim de l'instruction publique, du travail et des colonies. — (Havas.)

Mort de Gustave Muller

Berne, 24 mai. — M. Gustave Müller, ancien maire de la ville de Berne, vice-président du Conseil national suisse et chef de l'aile droite du parti socialiste suisse, est décédé mardi des suites d'une chute. — (Havas.)

Bruits de complot contre Lloyd George

Londres, 24 mai. — (Par téléphone de notre correspondant particulier.) — Quatre hommes ont été arrêtés à Chequers, où se trouve la maison de campagne de Lloyd George. Trois d'entre eux ont été relâchés, mais le quatrième a été maintenu en état d'arrestation. Le secret le plus strict est tenu au sujet de cette affaire.

EN IRLANDE

Londres, 24 mai. — (Par téléphone de notre correspondant particulier.) — Les révélations du général Crozier, ancien commandant de la police auxiliaire irlandaise, contre les membres du gouvernement anglais en Irlande causent une profonde sensation. Elles ont eu une première répercussion cet après-midi aux Communes. M. O'Connor, député irlandais, a questionné le gouvernement sur le dossier du général Crozier qui accuse, avec preuves à l'appui, les troupes anglaises de meurtres, d'incendies, de pillages, et particulièrement les hauts fonctionnaires du château de Dublin, d'avoir falsifié les rapports relatifs à trois meurtres, dont celui de Griffel, pour lequel le gouvernement a rejeté la responsabilité sur les Sinn-Féiners. Sir Greenwood a répondu évasivement et a refusé d'établir un débat.

Au pays des Soviets EN ITALIE

L'organisation économique

Moscou, 22 mai. — Le quatrième Congrès panrusse des conseils d'économie nationale a longuement discuté les rapports de Milioutine et de Ribkov.

Plusieurs orateurs ont exprimé la crainte de voir par suite de leur trop grande indépendance les petites entreprises industrielles porter préjudice à l'industrie nationale.

Milioutine a déclaré cette crainte injustifiée. Les grandes entreprises industrielles feront l'objet de soins particuliers de la part de l'Etat et seront en première ligne approvisionnées en matières premières et main-d'œuvre.

Quant aux concessions, Milioutine a fait ressortir que l'Etat ne louerait des usines à des capitalistes étrangers que sur la base de contrats qui assurent de sérieux avantages à la République soviétique.

Rykov, répliquant à plusieurs orateurs, a montré la nécessité d'accorder une certaine autonomie aux directions d'usines. Cette mesure constitue un des meilleurs moyens pour arriver à des résultats favorables dans la production industrielle.

Le Congrès a adopté une résolution approuvant la politique industrielle du Conseil supérieur d'économie nationale constatant toutefois que le Conseil avait manifesté à certaines faiblesses pendant la dernière crise économique.

Les délégués du Congrès des syndicats et des Conseils d'économie nationale, réunis en séance plénière, ont entendu des rapports de savants et techniciens sur une série de nouvelles inventions.

Maxime Gorki, acclamé par les délégués, a prononcé un discours où il a fait l'éloge des savants russes et a invité les délégués à protéger et à soutenir leurs travaux.

Le rôle des syndicats La deuxième séance plénière du Congrès panrusse des syndicats a été ouverte par Losovski. Au Congrès assistent 1.879 délégués communistes et 368 sans parti. Après l'élection du bureau, Radek a salué le Congrès au nom de l'Internationale communiste et Boukharine, au nom du Comité central du Parti, et Kalinine, du Comité exécutif.

Losovski a présenté son rapport sur les tâches du syndicat, qui sont déterminées par deux facteurs : la fin de la guerre et la reprise des relations commerciales avec l'étranger. Les tâches des syndicats consistent à contribuer à l'augmentation de la production et à créer un fonds d'échange.

Il faut que la Russie dispose de larges stocks de marchandises. Les concessions qui servent de base à nos relations avec l'étranger sont accordées dans ce but.

Les syndicats auront encore pour tâche d'organiser le travail dans les entreprises nationalisées et concédées.

Nous devons rassembler nos forces productrices et prendre toutes mesures propres à développer et à affermir notre industrie. En même temps nous devons favoriser le développement de la petite industrie.

Après de vives discussions, auxquelles prirent part Kalinine et autres, la résolution proposée par Losovski fut adoptée par le Congrès.

La concentration industrielle Le Congrès ensuite a abordé la discussion sur l'activité du Conseil supérieur d'économie nationale.

Milioutine dans son rapport a exposé les résultats heureux de la fusion de plusieurs entreprises industrielles. Les conséquences de cette mesure furent l'augmentation de la production et l'amélioration de l'approvisionnement en combustible et du ravitaillement des ouvriers.

D'importantes économies furent réalisées en combustible et main-d'œuvre. Dans l'industrie du cuir, par exemple, il existait en 1919 1.700 entreprises dont le nombre, par la fusion des petites entreprises, fut réduit à 800 en 1921.

Le gouvernement soviétique a décidé d'accorder des primes en nature aux ouvriers afin qu'ils puissent s'acheter au moyen de ces primes des produits alimentaires. Il faut surtout prendre en considération l'industrie textile, l'industrie du cuir et les mines de sel, car le fonds d'échange que l'Etat se met à créer sera en première ligne constitué des produits de ces industries. Il importe donc que les ouvriers de ces industries augmentent leur production. Il importe également que l'Etat s'assure le contrôle sur la petite industrie qu'il doit favoriser.

Il n'a pas à redouter la concurrence des petites entreprises, la suppression des restrictions imposées aux ouvriers de la petite industrie leur assurera une plus grande indépendance. Le développement de la petite industrie augmentera le stock d'outils agricoles et d'objets de première nécessité dont dispose l'Etat. — (Rosta.)

Krassine en route pour Londres

Stockholm, 24 mai. — Krassine est arrivé à Stockholm. Il partira pour Berlin et pour Londres, pour établir un organe commercial central et peut-être une banque des soviets à Londres. — (Havas.)

EN ITALIE

Les crimes des fascistes

Milan, 24 mai. — (De notre corr. spéc.) — Les fascistes ont vainement tenté d'imposer leur triomphe par la force. S'ils ont échoué ce n'est pas faute d'avoir employé tous les moyens. Leur principal champ d'exploits fut la province des Pouilles. Des bandits payés trente-cinq lires par jour, assurés de l'impunité par la complicité de la police, abattaient dans les rues à coups de fusil et de revolver les militants communistes.

A Spinazzola, un certain Addis, aventurier sarda, qui fut d'abord au service d'Anunzio est payé 1.500 francs par mois par les fascistes du pays. Sous ses ordres, les maîtres, les sièges du parti, les coopératives de la région furent pillés et incendiés pendant trois mois par des gens sans aveu.

A Putignano un ancien journaliste, Ponzzi, devenu chef de bande fasciste terroriste la région. Ses hommes armés de massues, de fusils, de revolvers, pillent, brûlent et tuent sous l'œil bienveillant de l'autorité.

A Conversano, les carabinieri, jaloux des lauriers fascistes, envahissent les cercles de jeunesse, frappent les occupants à coups de bâton, mettent le feu aux meubles et aux tableaux, puis ferment la porte.

Partout d'ailleurs la complicité des agents du gouvernement s'avère cynique et constante. Le jour des élections des villages socialistes furent mis dans l'entière impossibilité de voter. Néanmoins socialistes et communistes ont conservé leurs positions.

Dans la province de Ferrare, les violences fascistes se déchaînèrent avec un redoublement de fureur le jour des élections. Les ouvriers venant pour voter étaient chassés des bureaux de vote. A Ferrare même, à Cappara, à Ro, à Ruina, à Colonna, à Formignana, les travailleurs étaient entassés dans des camions et, encadrés par des hommes armés, étaient amenés au bureau de vote et forcés de voter pour le Bloc. Le président du bureau, un fasciste, prenait un bulletin et le mettait dans l'urne au lieu et place de l'électeur.

Les batailles Dans toute l'Italie, le jour des élections a été marqué par de nombreuses batailles. Dans les Pouilles cinq socialistes furent tués, et trente blessés. Dans la province de Mantoue il y eut des morts et des blessés en grand nombre. A Florence, une bataille à coups de revolver fit un mort et plusieurs blessés.

Orvieto fut littéralement terrorisé par une bande armée qui avait pris possession de la ville depuis vingt jours.

Tant de crimes n'ont fait que soulever l'indignation des prolétaires. Privés par la force d'une grande partie des suffrages qui devaient leur revenir, les partis socialistes n'en ont pas moins triomphé et la violence des fascistes aura fait plus que cent discours pour amener le prolétariat italien à comprendre le sens de la lutte de classe.

Les troubles sanglants d'Alexandrie

Alexandrie, 23 mai. — (Communiqué officiel.) — Les troubles, dont on ignore la cause, ont commencé entre des Grecs et des indigènes habitant la rue Anastasie.

La police et la troupe égyptienne ont mis fin aux désordres vers 3 heures ce matin. A 7 heures, plusieurs incendies ont éclaté dans la ville, mais à midi ils étaient maîtrisés.

A 3 heures, on comptait 23 morts et 130 blessés dont 3 agents de police indigènes grièvement blessés.

Aucun civil ni militaire britannique ne se trouvait parmi les tués ou les blessés. Les Européens et les indigènes continuent à tirer des balcons des maisons.

L'officier commandant a publié une proclamation menaçant d'ouvrir le feu sur ces maisons au moyen de mitrailleuses.

La police a opéré un grand nombre d'arrestations. Elle a pris de nouvelles dispositions pour la nuit. — (Havas.)

Pas de crise ministérielle

Londres, 24 mai. — On mande du Caire : Lord Allenby se rendra à Alexandrie aujourd'hui. Le gouvernement a prévenu le public que toute tentative de réunion ou de rassemblement dans les rues serait vigoureusement réprimée et qu'aux attaques contre la police ou autre autorité, on répondra par des coups de fusil. On donne à entendre que le Cabinet, contrairement au bruit qui en avait couru, n'a pas l'intention de démissionner. — (Radio.)

Les victimes

Londres, 24 mai. — Suivant une information de l'Agence Reuter relative aux émeutes d'Alexandrie, il y aurait eu, parmi les tués, 23 Egyptiens, 11 Grecs et une jeune fille italienne ; et parmi les blessés : 36 Grecs, 12 Italiens et 2 Français. — (Havas.)

Dans l'Internationale

Un appel de l'Internationale Communiste

Le Comité exécutif de l'Internationale communiste publie un appel aux ouvriers et aux ouvrières du monde entier pour protester contre la politique de proie et d'extermination pratiquée par les gouvernements capitalistes vis-à-vis de la classe ouvrière allemande. Le Comité exécutif constate que l'acceptation par l'Allemagne des réclamations des Alliés signifierait suicide économique des 60 millions d'Allemands.

La bourgeoisie allemande, féroce et brutale, hier encore toute puissante, est incapable de défendre les intérêts du peuple allemand. Elle recoupe plus sa propre classe ouvrière que la bourgeoisie de l'Entente. La situation s'aggrave du fait de l'agression des impérialistes polonais.

L'appel s'adresse tout d'abord aux prolétaires allemands. Il leur dit que tant qu'ils n'auront pas renversé les capitalistes et les hobereaux, ils ne pourront rien faire contre les capitalistes de l'Entente.

La Russie communiste a pu mobiliser pour sa défense le prolétariat de son pays parce qu'il avait commencé par supprimer le tsarisme et le capitalisme et forcer l'orgueilleux Angleterre à pactiser avec elle. Renversons d'abord le régime de Stinnes. Tel est le conseil donné au prolétariat allemand par l'Internationale communiste.

Mais le Comité exhorte en même temps les prolétaires français, anglais, italien, belge, tchéco-slovaque, polonais et ceux des pays balkaniques à combattre la politique de proie de leur gouvernement.

Ceci, non dans l'intérêt des Junkers et des capitalistes allemands, mais dans celui du prolétariat des pays alliés. Après avoir soumis l'Allemagne par la terreur, les gardes blancs des Alliés se tourneront contre la classe ouvrière des pays alliés.

Et voici la conclusion de l'appel à la solidarité internationale agissante : « A bas le gouvernement capitaliste allemand en faillite !

« Vive les Soviets allemands !

« Vive l'alliance avec la Russie des soviets !

« A bas les bandits du Traité de Versailles !

« Guerre aux palais. Paix aux chaumières ! » — Ch. R.

LA CRISE MINIÈRE ANGLAISE

Londres, 24 mai. — (Par téléphone de notre correspondant particulier.) — La crise semble marquer maintenant un point d'arrêt. La déclaration du premier ministre aux Communes, annoncée pour aujourd'hui, est reportée à jeudi. Les ministres se sont réunis ce matin en Conseil de cabinet. Ils ont examiné la situation et probablement l'offre que fera le gouvernement pour ouvrir des négociations.

Des questions ont été posées cet après-midi aux Communes, mais ni M. Chamberlain, ni Sir Horne n'ont fait de réponse de quelque intérêt. Sir Horne a toutefois déclaré que le gouvernement n'avait pas encore retiré son offre de subsides de 10 millions de livres ; que l'entretien de l'armée de défense coûtait jusqu'à ce jour 4 millions 880.000 livres ; quant à démobiliser cette armée, il n'en est pas encore question. Son maintien sous les armes reste nécessaire, a déclaré sir L. Evans, au grand étonnement des membres du Parlement.

M. Hodge a posé une question indiscret à ministre des transports en lui demandant de transcrire en chiffres les effets du lock-out des mineurs sur les chemins de fer. Aucune réponse précise n'a pu être donnée. Mais on peut juger du désastre par le fait que les compagnies de chemins de fer sous le contrôle du gouvernement réclament à celui-ci, pour le mois d'avril, une indemnité de 9 millions et demi de livres, alors que pour le mois de mars la demande n'a été élevée qu'à 3 millions et demi.

Le secret le plus absolu est maintenu sur le caractère de l'offre préparée par le gouvernement. Quoi qu'il en soit, elle n'aura pas de chance de succès si elle n'inclut pas les principes du département national des salaires et d'un pool sur les bénéfices.

Il n'y a aucune entente possible, déclare Joseph Deady, un des leaders des mineurs de Durham, si les deux principes ne sont pas acceptés.

Au surplus, les entretiens secrets de certains leaders travaillistes avec les agents du gouvernement sont regardés d'un mauvais œil par les ouvriers.

Les mineurs d'Aberdare (sud du pays de Galles) ont voté une résolution invitant Frank Hodges à cesser toute entrevue, et demandant qu'aucune négociation n'eût lieu si les principes pour lesquels luttent les mineurs n'étaient pas admis.

La solidarité ouvrière Londres, 24 mai. — (Par téléphone de notre correspondant particulier.) — Trois nouveaux cheminots ont été renvoyés à Glasgow, ce qui porte le total des renvois à 63.

A Grimby, 7 ouvriers membres de l'Union nationale des cheminots, et 6 mécaniciens, membres de l'Association des mécaniciens-chauffeurs de locomotives, ont été suspendus.

A Nottingham, le nombre des renvois est de 44.

Aujourd'hui, à Southampton, le président de l'Union des cheminots a été renvoyé.

Les dockers de Londres ont refusé de charger le steamer Deady allant en Nouvelle-Zélande, celui-ci ayant embarqué du charbon importé.

Les poursuites contre les communistes Londres, 24 mai. — (Par téléphone de notre correspondant particulier.) — Pour suivi devant le tribunal de Rotherham, James Bown, secrétaire de la section de Rotherham du Parti communiste, a refusé d'accepter la décision des juges qui le mettait en liberté à condition que pendant douze mois il ne participât à aucune propagande communiste. Il a refusé de prendre un engagement qui porterait atteinte à sa liberté de parole. Le tribunal l'a alors condamné à deux mois de prison.

Le Reich ferme la frontière et offre toutes satisfactions

En réponse à la sommation que M. Aristide Briand avait adressée, hier soir, par l'intermédiaire de M. Mayer, au gouvernement du Reich, d'avoir à répondre dans les vingt-quatre heures s'il s'engageait à fermer la frontière de Haute-Silésie et à prendre toutes mesures pour empêcher le passage des munitions et du matériel de guerre destinés au corps français, l'ambassadeur d'Allemagne est venu apporter, hier matin, à onze heures, au quai d'Orsay, une note de son gouvernement acquiesçant à toutes les demandes formulées par le président du Conseil français.

Dans cette note, le gouvernement du Reich déclare qu'il donne l'ordre formel de fermer la frontière de Haute-Silésie, qu'il prend toutes les mesures, les plus rigoureuses et les plus formelles, afin de donner satisfaction à la France. Il ajoute qu'il est même disposé à appliquer toutes les mesures qui lui seraient suggérées par le gouvernement français.

Le gouvernement italien a donné des ordres pour que son représentant à Berlin se joigne à M. Charles Laurent, ambassadeur de France, dans toutes les démarches effectuées par la France. (Radio.)

La répression des corps francs Berlin, 24 mai. — Une note officielle annoncée que le président du Reich a promulgué une ordonnance destinée à créer une base juridique pour la répression énergique de la constitution de corps francs et de formations de volontaires à destination de la Haute-Silésie.

On plus, sera puissamment tout appui pe-

venir chez eux ; il va revenir ! D'ailleurs, lis. — Crois-tu, Ernestine, ajouta-t-elle quand sa cousine lui rendit le petit rectangle bulle, que nous avons cotoyé la séparation éternelle... Il a dû bien souffrir de ne pas pouvoir nous avertir.

— Hein ? qu'alla l'incorrigible Ernestine nous, qui ça nous ?

— Renée rougit et tenta de justifier le terme.

— Mais ses parents et toi aussi vilaine et moi enlevé. Elle souriait.

— Oui, oui, ça va bien, sois heureuse tu le mérites. Tiens, tu pleures encore, qu'as-tu ?

— Oh ! Ernestine, un bras coupé ; quelle stupidité. Estropier ainsi des jeunes gens en pleine force. Quelle folie la guerre ! André !

— Elle pleurait abondamment sur la mutilation de l'être adoré.

— C'est vrai Renée. Mais réfléchis donc qu'il aurait pu y laisser sa peau et que tu ne l'aurais plus revu. Ça été tout à l'heure la première pensée. Réjouis-toi au lieu de t'aigrir. D'ailleurs tu dois prévenir ses parents, pense à la joie qu'ils vont avoir car ils le croient mort.

— Tu as raison. Garde le bureau, j'y vais.

— Elle s'essuya les yeux avec soin ; se passa rapidement un peu de poudre pour enlever autant que possible la trace des larmes et, prenant la bienheureuse carte, ouvrit la porte pour sortir par la cour.

— Hé, un moment, dit Ernestine en la retenant. C'est absolument inutile de dire en premier lieu chez eux qu'il a perdu un bras. C'est une bonne blessure, d'accord, mais ils feront comme toi ; ils seront contents de la savoir en vie tout en regrettant qu'il ne soit pas entier. Laisse la carte. Tu l'auras oubliée à cause de l'émotion ; tu diras simplement qu'il est

prisonnier. Le père Allain reviendra avec toi pour lire le papier ; ils ont le temps de savoir la blessure. D'ailleurs ils auront pour s'en consoler l'idée qu'André rentrera bientôt, sans attendre comme les autres prisonniers la fin de la guerre.

— Ernestine parlait surtout pour parler et donner à sa cousine le temps de se remettre de son émotion.

— Tu as raison. Tu as toujours raison, lui répondit Renée. Quelle tête ! Il aura du bonheur celui qui l'aura, conclut-elle sérieusement.

— Ah bien ouïche ! « Il » sont sans doute en train de me le massacrer. Heureusement que je ne le connais pas... Elles peuvent se fouiller pour le mariage ; celles qui, sorties de nourrice avant la guerre, n'avaient pas déjà trouvé. Sans compter que les veuves nous souffleront ceux qui reviendront et sur qui nous aurions plus de droits qu'elles. Les jeunes filles devraient faire une ligue contre la guerre.

— Les jeunes filles et tout le monde, Ernestine. Je vais revenir.

— Elle se ravisa par conscience professionnelle et entra dans le bureau pour expédier rapidement les écritures avant le départ des facteurs, puis elle partit la tête en feu, le cœur battant dans la joie, l'image d'André devant les yeux ; elle croyait le voir marchant dans la rue, sa bécotte sur l'épaule. Elle ne marchait pas, elle voltait. Elle aperçut comme dans un rêve deux ou trois voisins qui, faisant la besogne quotidienne, balayaient sur le pas des portes, et qu'elle salua machinalement. Chez les Allain on mangeait la soupe. Les deux vieux, le domestique trop âgé pour être à la guerre, la servante, tous se levèrent quand elle entra.

— Madame Allain comprit la première que c'était grave et s'écria :

— Mon Dieu, mademoiselle ! Vous avez reçu une mauvaise nouvelle !

— Mais non, madame, mais non, et précieusement, oubliant totalement les précautions d'Ernestine elle débita tout d'une haleine. André est prisonnier, il va bien, sa blessure est guérie tout à fait. On lui a coupé le bras gauche, son écriture n'est pas changée, c'est donc vrai que c'est la gauche. Il reviendra d'ici trois mois quand on fera l'échange des grands blessés qui ne peuvent plus se battre.

— La mère Allain s'évanouit presque à cette révélation. La servante lui fit respirer un flacon de vieille eau-de-vie dont elle lui frictionna les tempes et le visage. La fermière fut vite remise. Le père pleurait silencieusement.

— La servante qui avait aussi la haine à l'œil, car elle avait élevé André, offrit un siège à la demoiselle et se retira, jugeant sa présence incompatible avec la discrétion dont elle se piquait. Le domestique était déjà parti à son travail.

— Demeurés tous trois, ils causèrent. Renée expliqua pourquoi elle n'avait pas porté la carte. Mais elle la savait par cœur. D'ailleurs, ils ne tarderaient sans doute pas à en avoir une à leur tour, la prochaine d'André pourrait écrire.

— Le père Allain dit :

— Nous allons trinquer, n'est-ce pas, mademoiselle ?

— Renée, qui commençait à être gênée, fit un vague signe que les deux vieux interprétèrent comme un acquiescement.

— La fermière atteignit dans son armoire, vaste et profonde, une bouteille d'eau de coing, préparée au cognac, et aligna trois petits verres au bord de la table.

— Le père Allain suivait ses mouvements d'un œil singulièrement perçant, lui, qui, d'habitude, ne promenait sur les choses et les gens qu'un regard éteint par la ti-

midité. Ce regard brillant et extraordinaire rencontra celui de sa femme. Ce qu'il n'avait jamais osé, voulu lui expliquer, il le fit sans doute tenir dans un coup d'œil, car la fermière comprit.

Après avoir rempli les trois verres elle posa gravement sa bouteille sur la table et s'approcha de Renée assise assez loin, vers la cheminée. Elle lui prit la main. Renée fut debout d'un bond, souriante et très émue.

— Mademoiselle... Mademoiselle... comment la vieille femme. Mais les mots ne lui venaient pas. Elle se donna un léger coup de poing sur la tête

